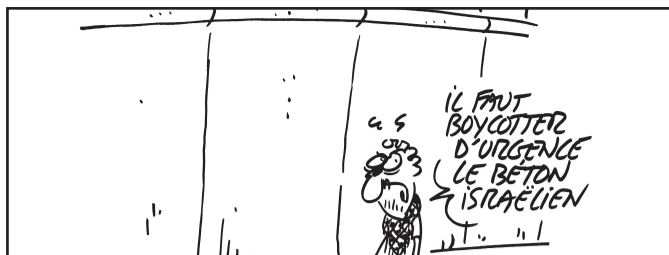




Après un an d'occupation de la **rue Baudelique**, retour sur la lutte des travailleurs sans papiers. **REGARDS PAGE 2**



Boycott, désinvestissement, sanctions, une campagne internationale contre les exactions de l'État d'Israël en Palestine. **NPARGUMENTS PAGES 6 et 7**



Du 22 juillet au 1^{er} août, le **camp action climat** donne rendez-vous aux militants anticapitalistes au Havre. **PARLONS-EN PAGE 10**

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

15 JUILLET 2010 | N°64 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

RETRAITES

NON À LA RÉFORME DES WOERTH-BETTENCOURT!

Imperturbable, le gouvernement poursuit sa politique de rigueur avec sa contre-réforme des retraites, malgré l'évidente collusion entre les politiques et les grandes fortunes, symbolisée par l'affaire Woerth-Bettencourt.

WOERTH CONNAIT LA PÉNIBILITÉ AU TRAVAIL



Porter l'âge légal de départ en retraite à 62 ans en 2018, à raison de quatre mois par an, augmenter de la même façon le nombre d'années nécessaires pour toucher une pension complète jusqu'à 41,5 ans, voire plus comme le réclament déjà certains députés de l'UMP, c'est vouloir faire travailler plus pour gagner moins des millions de salariés, c'est vouloir les contraindre à souscrire des assurances privées, pour le plus grand profit des sociétés de finance et des fonds de pension. De la même façon que

tionnaires de près de 3% pour les aligner sur celle du privé n'a rien à voir avec une quelconque «équité», l'ensemble de cette réforme qui voudrait obliger les salariés âgés à s'épuiser au travail alors qu'il y a cinq millions de chômeurs dans le pays, n'a rien à voir avec le prétendu intérêt général dont Sarkozy et Woerth ont le culot de se revendiquer alors que tout, dans l'affaire Bettencourt, les désigne comme gouvernement des riches pour les riches.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

LA POSTE 92

66 JOURS DE GRÈVE

Les postiers en grève dans les Hauts-de-Seine poursuivent leur long bras de fer contre la direction de La Poste. En cause : des suppressions de postes, des réorganisations en dépit du bon sens, des contrats précaires... et une répression sans précédent. La direction fait tout pour réprimer les syndicalistes et criminaliser cette grève exemplaire, afin d'éviter l'effet boule-de-neige dans les bureaux de poste du reste de la France. **LIRE PAGE 4**

ROMS HALTE AUX EXPULSIONS!



Le 6 juillet, à l'aube, le Hanul, camp de Roms de Saint-Denis, a été évacué de force par la police. Cette expulsion est la dernière en date d'une véritable opération anti-Roms qui sévit depuis des mois en Seine-Saint-Denis. Victimes du racisme, criminalisés, les Roms sont toujours sous le coup d'un statut provisoire discriminant. La lutte s'organise pour qu'ils bénéficient enfin d'une égalité des droits. **LIRE PAGE 5**

CRISE SEPTEMBRE NOIR

Loin d'être terminée, la crise provoque une augmentation du chômage dans tous les pays d'Europe. Et cela va continuer dans les mois qui viennent. Dans l'impasse, le capitalisme européen cherche une solution entre l'austérité qui déprime la demande et la relance qui fait exploser la dette des États. Mais au final, on peut être sûrs que leurs solutions seront de faire payer aux populations, le maintien de leurs taux de profits. Mais cette crise est bien celle d'un système et notre tâche est de l'expliquer sans relâche. **LIRE PAGE 8**



édito

Par **Sandra Demarcq**

DROIT DANS SES BOTTES

L'exercice a été fastidieux, surtout pour ceux et celles qui l'ont écouté.

Sarkozy, dans une interview bien rodée, nous a servi une heure de baratin pour affirmer que rien ne changerait dans sa politique qui, depuis trois ans, a accentué la précarité, la destruction des services publics et le chômage. Pour rassurer, il annonce à la télévision qu'il ne baissera pas les salaires, alors qu'il attaque ceux des fonctionnaires via la contre-réforme des retraites et encourage le patronat à faire de même pour les salariés du privé. Sarkozy ressort les mêmes rengaines pour faire peur : le chantage à la délocalisation, la compétitivité et le fait que la France serait le pays où l'on paie le plus d'impôts.

En ajoutant évidemment une dose de sécuritaire pour dire que les parents d'enfants délinquants seraient sanctionnés. Une heure pour nous dire qu'il reste droit dans ses bottes concernant la contre-réforme des retraites et le recul de l'âge légal à 62 ans. Maintenant ainsi dans la précarité la majorité des salariés qui sont mis « hors emploi » avant 59 ans, abaissant encore plus le montant des pensions.

Concernant l'affaire Woerth-Bettencourt, on a eu droit aussi à un petit numéro de vertu outragée victime de la calomnie. Mais au-delà du numéro du complot, bien des aspects sont restés dans l'ombre, notamment les chèques dont parlent les enregistrements publiés par Médiapart et les sommes d'argent mentionnées par l'ex-comptable de Mme Bettencourt.

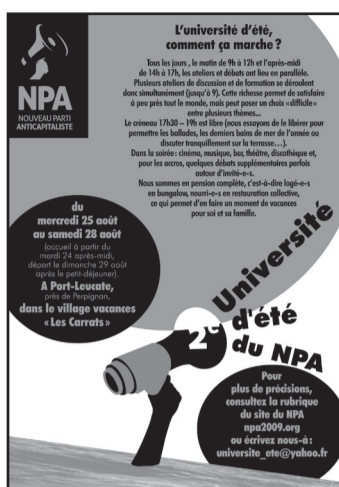
Bref, un show qui n'avait pour but que de convaincre et rassurer son propre camp. C'est donc bel et bien une politique « rigoureuse » en faveur des capitalistes qui sera mise en place dans les mois qui viennent.

Plus que jamais, face à cette politique, un affrontement majeur s'impose pour faire reculer ce gouvernement de classe. Le 7 septembre prochain, l'ensemble des salariés du privé et du public sont appelés à une nouvelle journée de grève et de manifestation par les organisations syndicales. Cette journée doit être une réussite et préparer un mouvement d'ensemble, une grève générale pour mettre en échec ce gouvernement !

à noter

24-30 JUILLET, 27^e RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES, ITALIE.

Cette année, les Rencontres internationales de jeunes se dérouleront en Italie. Une délégation de plus de 150 jeunes du NPA y participera. Infos : www.internationalcamp.org Pour s'inscrire (jusqu'au 21 juillet, règlement uniquement en espèces) : contact-jeunes@npa2009.org



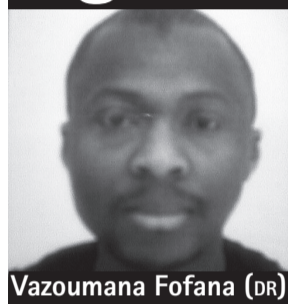
25-28 AOÛT, UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA, PORT-LEUCATE.

La deuxième Université d'été du NPA aura lieu comme chaque année à Port-Leucate (Aude). Cette année, le thème central s'intitule « pour un socialisme du XXI^e siècle », un thème décliné sur quatorze séances préparées par les commissions nationales du NPA. Au programme : des débats, des ateliers, des spectacles... et la plage. Lieu de formation, d'échanges et convivialité, l'Université d'été sera aussi l'occasion de préparer le premier congrès du NPA qui aura lieu en novembre.

Il est encore temps de vous inscrire ! RV du mercredi 25 au samedi 28 août (accueil à partir du mardi 24 après-midi, départ le dimanche 29 août après le petit-déjeuner), à Port-Leucate, près de Perpignan, dans le village vacances Les Carrats.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Vazoumana Fofana (DR)

BAUDELIQUE UN AN DÉJÀ...

Vazoumana Fofana est un jeune homme de 30 ans, titulaire d'un BTS en télécommunication obtenu en Côte d'Ivoire. Sans-papiers en France, il se débrouille, tout en suivant des cours de sciences économiques à la fac. Il est l'un des délégués de la CSP 75, un des collectifs du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers. Nous lui avons demandé où en était l'occupation rue Baudelique (Paris 18^e) et comment il envisageait la suite de cette aventure. Il nous livre son analyse au bout d'un an d'occupation.

Uccuper, c'est toujours un acte de révolte. La décision d'investir les locaux de la CPAM¹ en juillet 2009 a été une solution de repli après le départ du boulevard du Temple. Ce choix n'a pas fait l'unanimité, mais nous avons démocratiquement accepté la décision de la majorité. Ce faisant, nous ne tenions pas le deal passé avec la préfecture de quitter volontairement les lieux en échange du « traitement bienveillant » de 300 de nos dossiers, nous privant du coup de vérifier la véracité de cette promesse. Aujourd'hui, l'histoire se répète. À nouveau, la préfecture nous propose, à condition d'une évacuation volontaire, le même traitement bienveillant des 300 précédents dossiers, auxquels s'ajouteraient environ 300 autres, déterminés par nous-mêmes selon un système de listes. Cette fois-ci, nous allons mettre la préfecture à l'épreuve de tenir sa parole. Puisqu'elle fait de notre départ un préalable au traitement de nos dossiers, nous quittons la rue Baudelique, et cette décision sera effective le 7 août. Nous allons également tester sa conception de la souplesse dans l'appréciation des situations, dans la mesure où le critère des huit années de présence n'est pas abandonné. La préfecture ajoute qu'elle mettra un local à notre disposition pour nous servir de bureau où les sans-papiers pourront venir établir leur dossier et se faire aider dans leurs démarches. Laissons-la prendre ses responsabilités. Il sera toujours temps de réagir si les choses n'avancent pas.

Je ne suis ni optimiste, ni défaitiste, mais ce que fera la préfecture reste un gros point d'interrogation. À elle de prouver la crédibilité de ses engagements. Baudelique a été un formidable moment où la solidarité s'est recrée tant entre les occupants qu'avec les soutiens. Les collectifs ont tenté de travailler ensemble dans le même sens. Des liens ont été retendus, de nouveaux se sont noués. La Marche sur Nice, au mois de mai, nous a montré à quel point notre lutte se popularisait, et ce grand élan d'enthousiasme qu'elle a suscité partout sur son passage nous donne de l'espoir. C'est cette dynamique que nous devons faire vivre pour continuer dans cette voie. Mais depuis deux ans, la fatigue se fait sentir, le moral est parfois très bas, des divergences peuvent surgir. Les collectifs étaient avec le temps, moins présents sur le site. Bien que pour nous, Africains, cette vie collective soit un mode de fonctionnement habituel, nous avons besoin de nous poser pour continuer ce combat, très dur, aux perspectives si lointaines.

Le temps de la négociation est venu, et nous voulons l'aborder en pleine possession de nos forces, personnelles et militantes. Au niveau du collectif du 19^e, nous avons pris l'initiative de contacter ce qui fut le comité de soutien aux sans-papiers de notre arrondissement, qui s'était mis en retrait après l'épisode de la Bourse du travail. Nous voulons

retrouver nos soutiens « historiques », et mener avec eux ce combat pour la régularisation de tous les sans-papiers. Depuis l'élection de nouveaux délégués, une rencontre a déjà eu lieu et une autre est prévue à la rentrée. Le départ de Baudelique ne signifie pas la fin du mouvement. Nous allons le vivre au contraire comme une étape franchie, et dont nous devons intégrer les expériences. Jusqu'alors, la CSP75 bénéficiait d'un local dans le 19^e; mais la Coordination des intermittents, qui l'accueillait, se retrouve elle aussi menacée d'expulsion. Il va nous falloir envisager un nouveau lieu. Car nous restons vigilants et mobilisés. Nous continuerons à développer nos actions, à rester visibles et à faire entendre notre voix. Nous serons d'ailleurs présents à la manifestation du 13 juillet contre la Françafrique, et nous accueillerons le soir le bal anticolonial², qui sera la conclusion à la fois festive et militante de cet épisode.

1. Caisse primaire d'assurance maladie.
2. Le témoignage a été recueilli avant la manifestation.



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/CHARLIE)



AUSTÉRITÉ UN BUDGET 100% ANTISOCIAL

Dans sa préparation du budget, le gouvernement fait des économies sur les aides sociales, pendant que les contribuables les plus riches continuent de profiter des niches fiscales.

LE PLAN BARDOIN



Si la contre-réforme des retraites est particulièrement emblématique de la politique anti-sociale de Sarkozy et de son gouvernement, la préparation du budget 2011 en constitue un autre élément significatif. La prétendue réduction des déficits sert de justification à une nouvelle vague de coupes claires dans les dépenses sociales : aide au logement, emplois à domicile, emplois aidés, allocations handicapés, etc. Certaines de ces « aides » étaient, il est vrai, fort discutables, puisqu'elles consistaient surtout à aider les employeurs et contribuaient à entretenir un système fondé sur les bas salaires. Reste que leur suppression va indéniablement accroître le chômage et la précarité, notamment pour les femmes qui occupent la grande majorité des emplois à domicile. L'impossibilité pour les étudiants et leurs parents de

cumuler l'aide personnalisée au logement (APL) et la demi-part fiscale pour enfant à charge va évidemment aggraver la situation de dépendance et de précarité de nombreux étudiants, situation déjà fort préoccupante. Et que dire de l'échelonnement de la revalorisation – déjà bien trop faible – de l'allocation pour les adultes handicapés ? Ces mesures sont socialement désastreuses, pour des « économies » assez dérisoires. Les commentateurs et la presse ne s'y sont pas trompés en soulignant de manière assez unanime que la « facture austérité » – l'expression est du journal *Le Monde* – serait payée par « les classes moyennes et les plus démunies ». Mais, en réalité, la principale mesure d'austérité continue d'être la baisse du nombre de fonctionnaires, avec les conséquences connues en termes de dégradation des services publics. Le scandale s'accroît encore si l'on examine le volet « recettes » du budget. Certes, le ministre

du Budget, François Baroin, essaie de donner le change : on va, affirme-t-il, « raboter » voire supprimer les « niches fiscales ». Mais, pour l'instant, on n'en sait pas plus... C'est pourtant là l'essentiel du problème : l'in vraisemblable accumulation d'exonérations fiscales dont bénéficient patrons et contribuables fortunés est la cause réelle du déficit budgétaire. Selon la Cour des comptes, les exemptions d'assiette sociale – tickets-restaurant et indemnités de départ à la retraite, mais aussi participation, intéressement... et stock-options – coûtent annuellement entre 30 et 35 milliards d'euros au Budget de l'État. Il en va de même pour les exonérations sur les plus-values de cession des filiales : à hauteur de 8 milliards annuels. Les exonérations ciblées de cotisations sociales, la TVA réduite sur les travaux de rénovation, les réductions d'impôts pour les DOM ainsi que pas moins de... 458 niches fiscales (!) repré-

sentent également plusieurs dizaines de milliards d'euros de manque à gagner pour les finances de l'État. Sans compter les 3 milliards pour les exonérations sur les contrats d'assurance-vie ou les 2,4 milliards que représente la TVA à 5,5% dans la restauration, pur cadeau clientéliste qui n'a permis ni embauche ni amélioration des salaires et des conditions de travail du personnel. Ni, évidemment, baisse des prix... Et puis, il y a, bien sûr, le célèbre bouclier fiscal ! En bref : on réduit l'allocation « adulte handicapé » pour que le fisc puisse continuer à faire des chèques de remboursement de 30 millions d'euros à Mme Bettencourt... On lit parfois que Sarkozy gouverne pour les riches. Les « riches » ? C'est assez... imprécis. En réalité, ce sont les intérêts d'une toute petite minorité de très riches qu'il défend avec acharnement !

François Coustal

RETRAITES

SUITE DE LA PAGE 1

L'Inspection générale des finances (IGF) aurait « blanchi » Woerth. Frédéric Lefebvre, le porte-parole de l'UMP, claironne que son rapport met « un terme à la suspicion volontairement entretenue à l'encontre d'Éric Woerth et à des semaines de malveillance ». Quelle farce ! Ces hauts fonctionnaires, diligentés sur ordre de Sarkozy lui-même, n'auraient trouvé aucune trace d'une intervention de l'ancien ministre du Budget en faveur de la troisième fortune de France. Comme si Woerth aurait pu être assez négligent pour apposer sa signature sur un document de nature à le compromettre. Qui pourrait croire à une telle fable ? Une chose est sûre par contre, c'est que Florence Woerth, la femme du ministre, était embauchée pour un salaire annuel de 140 000 euros, auxquels il faut ajouter des primes de 40 000 euros, par Patrice de Maistre, le gestionnaire de la fortune de Bettencourt. Ce même de Maistre à qui Woerth remettait quelques mois plus tard la légion d'honneur. Sûr également le fait que 380 000 euros ont bien été retirés en espèces du compte à la BNP de la milliardaire durant les premiers mois de 2007, ce qui confirmerait que la campagne électorale de Sarkozy a été financée par les Bettencourt qui ont largement prodigué leurs largesses à l'UMP. Dans les enregistrements réalisés par le majordome des Bettencourt, il est question aussi de comptes secrets en Suisse transférés vers Singapour, un paradis fiscal. Cette affaire révèle les mille et une manières qu'ont les riches de soustraire leur fortune au fisc, les complicités dont ils bénéficient au plus haut niveau de l'État, moyennant quelques commissions sonnantes et rébuchantes. Et puis il y a ces 30 millions d'euros rendus de façon tout à fait légale, eux, à Bettencourt, au titre du bouclier fiscal, une des mesures légales les plus visibles parmi toutes celles que le gouvernement a mises à la disposition de cette minorité richissime pour lui permettre d'accaparer une part toujours plus importante de la richesse sociale. Et il faudrait que ceux qui produisent cette richesse sociale, les travailleurs, les couches populaires, acceptent la régression sociale qu'on veut leur imposer au nom de déficits dont ils ne sont pas responsables ! Il est évident que cela ne passe pas. Une majorité de la population, comme l'indiquent les derniers sondages, ne croit pas au « blanchiment » de Woerth, et 74% s'attend à un mouvement social de grande ampleur à la rentrée. Nul doute que la journée du 7 septembre, à laquelle ont appelé les directions syndicales sous la pression du succès des grèves et manifestations du 24 juin aura un grand retentissement. Il s'agit d'en faire le début d'une contre-offensive contre ce gouvernement des riches par les riches. Pour le retrait de la réforme des Woerth-Bettencourt, pour l'abrogation de toutes les lois depuis celle de Balladur en 1993 qui a abouti à une baisse des pensions de 20% ! Pour l'affirmation et la défense des droits du monde du travail, de la collectivité contre les intérêts parasitaires de ce club de milliardaires, contre ce gouvernement corrompu parce qu'entièrement à leur service.

Galia Trépère

et aussi

LES SÉNATEURS SE REBIFFENT. Profitant du développement de la crise politique, certains parlementaires de la majorité n'hésitent plus à infliger des camouflets à Sarkozy et à son gouvernement. Ainsi, les députés UMP, conduits par Jean-François Copé, viennent de rejeter le projet défendu par Éric Woerth relatif à la représentation du personnel dans les très petites entreprises. Les sénateurs de l'Union centriste (Nouveau centre et MoDem) ont torpillé deux des dispositions majeures du projet de réforme des collectivités territoriales. Ils ont rétabli la « clause de compétence générale » qui permet à une collectivité de s'occuper de questions extérieures à son domaine d'attribution. Alors que, sous prétexte de rationalisation et de « simplification », le gouvernement voulait précisément en finir avec cette situation... Concernant le mode d'élection des futurs conseillers territoriaux, les sénateurs ont également retoqué le projet du gouvernement de scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Prochain épisode : le retour du projet de loi à l'Assemblée nationale...

LE RIDICULE NE TUE PAS. Le système UMP vacille aussi en Franche-Comté. Ainsi, Damien Meslot, député UMP du Territoire de Belfort, vient de lancer un appel à comité de soutien à Éric Woerth. Nul doute que la milliardaire Bettencourt va se retrouver au premier rang... Lui-même condamné pour insulte à magistrat et ayant fait l'objet de plusieurs plaintes dans des litiges électoraux notamment, M. Meslot sait de quoi il parle quand il s'agit d'organiser une défense envers et contre tout. Sans doute le temps lui a manqué pour soutenir Alain Joyandet dont il fut le second lors des élections régionales et dont la démission du gouvernement vient sanctionner l'usage indigne de l'argent public au service d'intérêts privés. Quand on pense que les mêmes sont prompts à donner des leçons de morale et de respect des lois de la République notamment vis-à-vis des populations d'origine étrangère ou des jeunes qu'ils aiment stigmatiser, on ne peut que dénoncer une telle hypocrisie. Face au gang des Rolex en proie à un scandale chaque jour plus retentissant, c'est au contraire la démission d'Éric Woerth et de ses compères qui est nécessaire !

OGM : RIEN NE VA PLUS EN EUROPE ! Après la contre-attaque de la commission Barroso qui essaye par tous les moyens d'ouvrir le marché européen aux cultures et importations OGM, les eurodéputés hésitent à voter dans le bon sens. Les parlementaires européens ont rejeté de justesse en séance plénière une résolution législative européenne qui devait rendre obligatoire l'étiquetage des produits animaux, nourris avec une alimentation contenant des OGM. Alors que de nombreux citoyens s'opposent aux OGM dans les champs et dans leurs assiettes, on leur refuse même le droit de savoir ce qu'ils mangent ! Étiqueter les produits dans lesquels des OGM sont présents est un minimum, même s'il faut promouvoir leur interdiction pure et simple en Europe (et au-delà). Aujourd'hui une importante partie des élevages européens tourne avec une alimentation animale composée d'OGM. Les filières internationales non OGM sont insuffisantes, c'est pourquoi nous devons exiger une réorientation des cultures européennes vers l'autonomie pour pouvoir nourrir le bétail européen.



TECHNICOLOR PLAN SOCIAL

La direction de Technicolor supprime à nouveau des centaines de postes et décapite trois organisations syndicales.

TECHNICOLOR (anciennement Thomson, privatisé par Juppé en 1996), entreprise française cotée en Bourse, emploie 625 salariés en France sur un total de 2607 salariés dans le monde (Allemagne, Japon, Pays-Bas, USA).

Le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) décidé le premier avril 2010 prévoit la suppression de 25% des effectifs dont 434 emplois dans les trois sites français : Conflans (Yvelines), 119 postes sur 388, la moyenne d'âge des salariés étant de 54 ans ; Rennes (Ille-et-Vilaine), 182 emplois sur 418 dont l'intégralité de la production (77 postes) ; Brest (Finistère), 26 postes sur 73.

Le plan social de Brest est révélateur de ce patronat qui méprise les travailleurs et les instances représentatives. Après un premier PSE en 2007 qui aboutit au licenciement de la totalité des 86 ouvriers de la production, la direction annonce une deuxième charrette en ce début d'année : 26 postes sont concernés chez les techniciens, les cadres et les administratifs.

Sur les quatre syndicats présents, CGT, CFDT, FO et CGC, les trois premiers sont tout simplement rayés de la carte. Tous les délégués syndicaux qui négocient en ce moment avec la direction les modalités et montants des indemnités légales et extra-légales du PSE sont virés. Sur les 26 postes supprimés, seize salariés au minimum sont représentants du personnel, élus ou anciennement élus.

Les autres travailleurs concernés ont presque tous plus de 55 ans. La grande majorité des salariés travaillent dans cette entreprise depuis plus de quinze ans, 37 années de bons et loyaux services pour la doyenne. La moyenne d'ancienneté à Brest se situe aux alentours de 15-20 ans. Les salaires sont lamentablement bas, 2000 euros bruts pour les techniciens et 1500 euros brut pour les administratifs.

Les dernières propositions de la direction sont à l'avant, indécentes : 25 000 euros, toutes primes incluses ou dix-huit mois de salaire selon l'ancienneté.

Face à cette barbarie, les salariés se sont mis en grève illimitée à Brest et Rennes. Les slogans « Thomson nous baise en Technicolor », « patrons voyous », « ce n'est pas aux salariés de payer » décoraient la route adjacente, un gros feu de palettes et de branchages bloque l'entrée des véhicules. Exaspérés, les grévistes ont décidé de dormir sur place, installant des tentes afin de faire barrage à une éventuelle délocalisation surprise de l'outil de travail. Ils s'organisent par roulement afin qu'il y ait constamment une quinzaine de personnes présentes de jour comme de nuit et envisagent des actions plus radicales.

Le patronat et son gouvernement rêvent d'une France sans syndicats, sans droits, où les salariés sont corvéables à merci, Technicolor l'a fait. Reste aux travailleurs de Technicolor à saisir l'inspection du travail et à traîner cette racaille patronale devant les tribunaux afin de contester le PSE, voire de le faire annuler.

Correspondant



Face au démantèlement de bureaux de poste (PHOTOTHÈQUE ROUGE/TAOUS), les postiers restent mobilisés (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB).

LA POSTE 92 LES LEÇONS DE 66 JOURS DE GRÈVE

Après des mois de grève dans les bureaux de poste des Hauts-de-Seine, le bras de fer entre les grévistes et la direction continue. L'analyse de la stratégie répressive de la direction, associée aux exemples de grèves générales, permet d'envisager les suites du conflit.

La grève dans les bureaux de poste des Hauts-de-Seine a été suivie majoritairement. Elle s'est même étendue, multipliant les difficultés pour la direction. Face aux vigiles et maîtres-chiens, aux huissiers, aux grilles fermées, les grévistes ont fait preuve d'une détermination inhabituelle dans ce type de conflit, qui rappelait parfois les mobilisations de ces derniers mois dans le privé contre les licenciements. C'est ce qui a permis de gagner plus que si les bureaux s'étaient battus de manière isolée. En effet, la victoire est nette à Asnières, où les résultats immédiats de la grève sont satisfaisants¹. Les agents sont désormais en position de force face à leur direction. Les résultats sont moins éclatants dans les autres bureaux, car la grève n'y est pas restée majoritaire. De son côté, la direction poursuit sa répression féroce

contre les postiers. Trois représentants SUD sont toujours sous le coup de mesures disciplinaires. Une commission disciplinaire s'est prononcée en faveur du licenciement pour l'un d'eux, Gaël. Seize postiers, dont plusieurs représentants SUD et CGT ainsi qu'Olivier Besancenot, seront jugés en juin 2011 pour une prétendue séquestration². Une telle répression se déclenche au moment où les plans d'austérité s'abattent sur la tête des salariés un peu partout en Europe. En France, les travailleurs subissent depuis des années une dégradation de leurs conditions de vie, mais la classe dirigeante s'apprête à passer à une nouvelle phase de l'offensive. Elle veut résoudre la crise en nous imposant un recul brutal. Jusqu'à maintenant, le patronat n'a pas réussi à briser la capacité de résistance des travailleurs et des jeunes, qui s'est exprimée ces dernières années lors des grandes mobilisations en 1995 et 2003,

ou encore au moment du CPE et des grèves de 2009. Cette capacité de mobilisation est un obstacle de premier ordre pour les capitalistes, et briser les militants combattifs fait partie de leur feuille de route. Voilà pourquoi la bataille contre la répression fait partie de la lutte d'ensemble contre l'offensive capitaliste. À la suite des deux grèves longues et combattives des postiers des Hauts-de-Seine, les réorganisations sont beaucoup moins avancées dans le département qu'ailleurs en France. La direction cherche à reprendre l'avantage, et désormais, il ne s'agit plus de retarder les réorganisations mais d'infliger une véritable défaite à La Poste. Pour y arriver, il faudra à la fois s'appuyer sur le contexte de mobilisation sur les retraites à la rentrée, et en même temps utiliser l'acquis des grèves de 2009 et 2010. En 2009, la grève avait touché la majeure partie des bureaux et s'était structurée de

manière plus efficace (avec des assemblées générales mais aussi un comité de grève). Il faut préparer une grève majoritaire dans les bureaux comme le mouvement actuel qui cherche à s'étendre sur tous les bureaux du département... et au-delà. Une bataille d'ampleur à la rentrée serait évidemment l'occasion de gagner sur les retraites, mais aussi de stopper les suppressions d'emplois et les réorganisations, et d'obtenir une réelle augmentation des salaires.

La conclusion à laquelle ont d'ores et déjà abouti les grévistes au terme du mouvement, c'est qu'il y a une nécessité de regrouper les résistances, de tisser des liens entre les équipes qui animent les nombreux conflits locaux à La Poste. Un blog va être lancé dans cet objectif par les grévistes.

Xavier Guessou

1. Lire *Tout est à nous!* n° 62

2. Idem

et aussi

AIR FRANCE : LA PRÉCARITÉ S'ENVOLE. La direction d'Air France vient d'annoncer, dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois (GPEC), sa volonté de continuer à diminuer les effectifs de la compagnie : un total de 4390 suppressions d'emplois, soit une baisse des effectifs de 8,6% entre 2010 et 2012. 1800 emplois ont déjà été supprimés, grâce à un plan de départs volontaires qui a reçu l'aval de la CFDT, la CGC, l'Unsa, la CFTC et FO. Les dirigeants ont joué sur la peur de la baisse d'activité pour faire passer une politique prévue de longue date : comprimer les emplois au sol, grâce aux services électroniques de réservation et d'embarquement, à la dégradation des conditions de travail dans les escales et les services administratifs. L'activité du transport aérien a repris sa progression régulière et Air France veut simplement augmenter sa marge de profit. D'ailleurs, en même temps que l'entreprise faisait avaler les bobards de la crise à des dirigeants syndicaux soumis à sa politique et imposait une baisse des salaires d'au moins 1% en

2010, le directeur, Pierre-Henri Gourgeon, s'octroyait pour 2009 et 2010, 25% d'augmentation de son salaire fixe, soit 150 000 euros.

SNCF : NON À LA CASSEE DU FRET! Depuis plusieurs années, la direction de la SNCF se débarrasse de pans entiers de son activité fret : tout ce qui n'est pas assez rentable est dans le collimateur, peu importe les dégâts sociaux et écologiques que cela engendre. Dans les années à venir, la direction projette de fermer huit des onze grands triages restants, avec pour conséquences des milliers de suppressions d'emplois et des centaines de milliers de camions supplémentaires sur les routes. C'est contre cette politique que se mobilisent les cheminots de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), dont le triage fret est menacé. Après un premier rassemblement réussi en mai, un deuxième, à l'appel des organisations syndicales (CGT, SUD-Rail, CFDT) et des partis politiques (NPA, PCF, Verts etc.) a eu lieu le jeudi 1^{er} juillet devant la

préfecture de Créteil pour dénoncer la casse programmée du triage. 250 personnes ont répondu à l'appel lancé par le collectif qui s'est constitué en vue de faire reculer la direction de la SNCF et obtenir le maintien du fret à Villeneuve-Saint-Georges. Ce rassemblement n'était qu'une étape dans la lutte pour le maintien du triage et de ses emplois, utiles à la société toute entière. Des cheminots de l'autre grand triage parisien, au Bourget (Seine-Saint-Denis) se sont déplacés pour marquer leur solidarité et leur souhait de se battre ensemble. Un militant du NPA est intervenu pour exprimer notre soutien à la lutte menée par les cheminots de Villeneuve. Une lutte semblable à celle menée par l'ensemble du monde du travail contre les suppressions de postes et les licenciements. C'est aujourd'hui l'ensemble des travailleurs - du public comme du privé - qui se retrouve dos au mur face au patronat et au gouvernement qui prennent prétexte de la crise pour multiplier les attaques.



et aussi



LES FOLLES CONDITIONS DE TRAVAIL. En 2010, l'Agence régionale de santé de Franche-Comté a prélevé près de 40 000 euros sur le budget de fonctionnement du centre hospitalier spécialisé (CHS) de Novillars (Doubs) au titre « d'efforts d'économie », sur un budget déjà notoirement insuffisant. Le sous-effectif y est devenu endémique. La direction ne remplace plus les arrêts de maladie, voire les congés de maternité. Aucune unité ne peut fonctionner correctement. Les cadres rappellent les agents sur repos, et faute de temps pour entretenir les relations humaines élémentaires avec les patients en psychiatrie, ce sont les murs qui soignent et, bien souvent, les médicaments qui assomment ! Cet été, la direction et les médecins ont décidé de fermer une unité d'admission. Mais plus de la moitié des lits de cette unité fermée a été répartie sur d'autres unités restées ouvertes. Résultat : des lits installés à la hâte, des chambres

d'isolement qui se transforment en chambres « normales » et des équipes qui prient pour n'avoir aucun patient à isoler. C'est le soin au petit bonheur la chance. Tout cela, plus de 40 agents sont allés le dire le 25 juin, en envahissant le Conseil de surveillance de l'hôpital. Pendant plus d'une heure, les salariés ont dit ce qu'ils avaient sur le cœur à la direction, au représentant des médecins, à celui des usagers et aux élus socialistes qui avouaient leur impuissance... L'été est déjà chaud.



LOI BACHELOT LA CHASSE À L'HÔPITAL PUBLIC EST OUVERTE

La loi Bachelot entérine la casse du service public de santé. Depuis un an, les fermetures de services hospitaliers se multiplient, au profit des cliniques privées.

Le plan hôpital 2007, avec la mesure phare de la tarification à l'activité (T2A), avait ouvert la voie vers un système de santé hospitalier financé à l'acte et transformant l'hôpital en entreprise de soins cherchant en toute logique commerciale à rentabiliser l'activité. La pression budgétaire mise sur les établissements a déjà amené de nombreuses suppressions de postes et des fermetures de lits jugés non rentables et à des externalisations de nombreuses activités : ménage, restauration, ou plus original comme par exemple l'édition des fiches de paye à l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP). C'est la logique des cliniques privées lucratives qui a ainsi tendance à remplacer la logique du service public de santé, le projet de convergence tarifaire entre l'hôpital public et les cliniques privées est là pour en témoigner (même si le gouvernement vient d'annoncer le report de la convergence totale) et l'ensemble prépare la privatisation des activités les plus rentables. La loi Bachelot «hôpital patients santé territoires» votée il y a un an a fait de grands pas dans cette direction et est venue confirmer et amplifier une politique

à l'œuvre depuis de nombreuses années : la mise en place des Agences régionales de santé (ARS) chargées de gérer les réorganisations du secteur hospitalier et du secteur médico-social avec à leur tête un directeur tout puissant, véritable préfet sanitaire nommé par le ministre ; la modification de la «gouvernance» de l'hôpital, avec la mise en place d'un directeur d'hôpital-chef d'entreprise, et mise à l'écart des élus locaux, des médecins et des représentants du personnel. Enfin, et c'est ce qui se déroule actuellement, la loi prévoit la possibilité de regrouper des établissements dans un établissement unique. Cela permet de «constater» l'existence de doublons et, sous prétexte d'organisation, de fusionner deux services avec au passage suppressions de lits, de personnels et dégradation des conditions d'accès aux soins pour les malades. L'AP-HP a ainsi adopté un plan de restructuration qui prévoit la création de treize regroupements avec à terme fermetures de certains sites, comme l'hôpital pédiatrique Trousseau, fermetures de plusieurs centres d'interruption de grossesse et projet de fermeture de maternités, comme celle de l'hôpital Saint-Antoine, en annonçant que les accouchements qui s'y déroulaient auront lieu sur d'autres

sites. Mais il est impossible de faire le point sur les mauvais coups de la loi Bachelot sans parler de l'annonce de la fermeture des services de chirurgie et de maternité dans 54 hôpitaux de proximité. À l'heure où le nombre des naissances est en augmentation, les conditions de suivi et d'accouchement vont se dégrader et de nombreuses femmes devront effectuer des kilomètres en plus. Pour les services de chirurgie, ce sont les cliniques privées qui vont se retrouver en situation de monopoles pour les malades qu'elles accepteront de prendre car les cliniques trient leurs «clients» et réorientent vers les hôpitaux publics les interventions trop lourdes ou les malades ayant des pathologies chroniques. C'est un véritable carnage que le ministère veut faire. La mobilisation n'en est que plus urgente pour résister et faire reculer ce pouvoir comme l'ont obtenu les salariés et le comité de défense de l'hôpital de Valreas (Vaucluse) qui viennent de gagner devant le tribunal administratif l'annulation de la fermeture de la maternité. Pour plus d'informations : www.coordination-nationale.org

Bertrand Loup

ROMS HALTE AUX EXPULSIONS !

LA POLICE a fait irruption mardi 6 juillet à 6 heures dans le quartier du Hanul à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Ils ont expulsé les habitants et leurs soutiens par la force et ont immédiatement détruit le camp à l'aide de trois bulldozers. Les familles n'avaient jamais reçu de notification d'une décision judiciaire. Le Hanul existait depuis dix ans et avait fait l'objet d'une convention avec la mairie, signée en 2003. La plupart des enfants étaient scolarisés dans les écoles du quartier.

Les Dyonisiens du Hanul ont donc dû quitter précipitamment leurs habitations, n'ayant plus le temps de prendre leurs affaires. Mais faire disparaître les bidonvilles ne fait pas disparaître leurs habitants, condamnés à errer et à vivre dans une précarité encore plus grande. Depuis le mardi 6 juillet, les familles avec le collectif de soutien, dont le NPA fait partie, revendiquent un relogement immédiat auprès de la mairie de Saint-Denis, de Plaine Commune et de l'État.

L'État répond par le harcèlement policier et les opérations coup de poing : jeudi 8, treize fourgons de CRS et dix voitures de police ont été mobilisés pour déloger le «camp de réfugiés» que les familles et les soutiens avaient installé en centre-ville, soit une centaine de personnes. 24 soutiens ont été interpellés, dont un frappé, mis en garde à vue et inculpé, simplement parce qu'il prenait des photos de l'intervention policière.

La mairie a refusé tout soutien, sous prétexte de ne pas vouloir pérenniser les bidonvilles et de mettre l'État face à ses responsabilités. Elle cherche à établir un rapport de forces avec l'État pour qu'il prenne en charge l'accueil des Roms, mette fin au statut provisoire, en demandant une table ronde !

En expulsant le camp du Hanul, Lambert, le préfet du Raid de Seine-Saint-Denis, s'attaque à un symbole et envoie un signe fort pour l'été et les mois à venir : les Roms ne sont pas les bienvenus en France, ils sont bien les nouveaux parias et il faut les chasser. Le ministre Hortefeux s'est d'ailleurs félicité le 24 juin dernier à Bobigny de la destruction de 37 camps sur les 59 existant en Seine-Saint-Denis.

Et il peut se le permettre puisque les autorités locales, sous prétexte de la non-intervention de l'État pour les soutenir, acceptent tacitement ces expulsions, voire les soutiennent activement.

Dans des logiques électoralistes, des maires surfent même sur la vague du racisme anti-Roms et ne se soucient pas du devenir de ces populations expulsées. Ils préfèrent qu'elles soient «gérées» par leurs collègues voisins. Et s'ils s'en soucient, c'est pour parquer les «bons» Roms dans des villages d'insertion. Ainsi, à Montreuil, l'un des terrains gérés par la municipalité est un camp sous surveillance : impossible d'entrer sans laissez-passer, seules les associations en charge officiellement de l'accompagnement peuvent entrer, les habitants du camp sont pointés du doigt par les Montreuillois, etc.

Face à cette absence de mobilisation politique, le préfet peut poursuivre sa mission d'expulsion massive des campements, d'autant plus que Sarkozy rencontre souvent le président roumain Basescu, pour renforcer la répression anti-Roms : la levée du statut provisoire n'interviendra peut-être pas fin 2013.

Le NPA revendique : l'arrêt des expulsions de camps et des reconduites à la frontière ; la fin du statut provisoire des Roms (sur l'accès au droit au travail ; la scolarisation des enfants et l'accès aux soins ; l'entretien des terrains sur lesquels les Roms s'installent, en fournissant poubelles, eau et sanitaires).

Face à la multiplication des expulsions, une commission s'est créée avec des militants de la Seine-Saint-Denis. L'objectif est de créer un réseau d'alerte, d'information, et de contribuer à politiser la question de la situation des Roms, souvent traitée de façon humanitaire.

Si vous souhaitez rejoindre le groupe, vous pouvez vous inscrire auprès de npa_romsenlutte@yahoo.fr. **Laure (Saint-Denis), Anne-Laure (Pantin), Gaëlle (Montreuil), Véronique, David et Sébastien (Noisy-le-Grand)**

Voir dossier dans *Tout est à nous!* n° 50.

BOYCOTT, DÉSinVESTIS

La Campagne BDS a été initiée en juillet 2005 par une coalition regroupant l'ensemble des forces politiques, sociales et associatives palestiniennes représentatives (172 organisations signataires). Cette coalition inclut les trois composantes du peuple palestinien : Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, Palestiniens d'Israël, réfugiés des camps de l'extérieur. La finalité de la campagne est simple : développer une campagne internationale, populaire, de solidarité avec le peuple palestinien, autour d'axes, de mots d'ordre et de modes d'action très concrets. Il s'agit, à l'instar de ce qui s'était passé avec l'Afrique du Sud, de multiplier les pressions politiques, sanctions économiques et diplomatiques contre Israël tant que les droits des Palestiniens ne seront pas respectés.

Un extrait de l'appel :

« Nous, représentants de la société civile palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid. Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos États respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël. Nous invitons également les Israéliens honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix. Ces mesures de sanction non violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international. »

La campagne BDS se décline principalement sous trois aspects.

Boycott : à un niveau populaire et institutionnel (municipalités, universités...), encourager le boycott des marchandises et produits fabriqués en Israël, mais aussi un boycott culturel, académique, sportif... Dans le cas des boycotts académique et culturel, il ne s'agit évidemment pas de boycotter les individus, les travaux ou les œuvres, mais bel et bien de refuser tout partenariat ou échange institutionnel.

Désinvestissement : exiger des entreprises, des collectivités locales et des États qu'ils cessent leurs investissements en Israël et/ou leurs partenariats économiques avec des entreprises israéliennes. Cela concerne également les banques, sociétés d'investissement, groupes financiers et autres fonds de pension.

Sanctions : exiger des gouvernements qu'ils prennent des sanctions (diplomatiques, économiques...) contre Israël, mais aussi que tous les membres de l'establishment politico-militaire israélien coupables ou complices de crimes contre le peuple palestinien soient traduits devant des cours de justice et punis pour leurs actes criminels. De nombreuses plaintes ont ainsi déjà été déposées.

LE BOYCOTT? UNE ACTION FONDÉE SUR LE RESPECT DU DROIT

Du point de vue juridique, la question est assez simple : des produits qui sont le fruit d'un crime peuvent-ils être distribués en Europe ?

Ce que dit le droit...

Tout part de cette donnée juridique : l'ensemble des territoires de Palestine sont occupés par Israël, (Cour internationale de Justice, 9 juillet 2004). Le règlement de La Haye de 1907 dit à propos de l'occupation que « la propriété privée ne peut pas être confisquée » (Art. 46) et que « L'État occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier » (Art 55). L'article 49 de la IV^e convention de Genève précise que « la puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle ».

Ces dispositions sont reprises par le statut de la Cour pénale internationale (1998), qui qualifie de crimes de guerre « l'appropriation de biens, non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire » (Art. 8, 2, a, iv) et « le transfert par la puissance occupante d'une partie de sa population civile dans le territoire qu'elle occupe » (Art. 8, 2, a, viii).

Le droit européen confirme cette analyse. Selon un arrêt Brita (25 février 2010) de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), les produits issus des territoires occupés ne peuvent pas être exportés sous certificat d'origine israélien.

Il reste à appliquer le droit !

La loi ne peut accorder sa protection à des produits illicites. Deux points imposent le boycott global :

- Israël délivre de manière indifférenciée des certificats d'origine pour l'ensemble des exportations, qu'elles soient issues des territoires de 1948 ou des territoires occupés depuis 1967,

et il n'est pas possible depuis l'Europe de faire la distinction. • Tous les mécanismes politiques et économiques israéliens sont asservis au but de l'appropriation des richesses palestiniennes, cette politique étant indivisible. Il en est ainsi du pillage de l'eau ou la mainmise sur les moyens d'échange internationaux.

Il est du devoir des Européens d'imposer cette lecture du droit, la seule réaliste, car il s'agit de combattre le crime dès sa conception, l'occupation et la colonisation, et pas seulement dans ses effets, la fraude sur les certificats douaniers « made in Israel » pour des produits issus des colonies.

C'est dire aussi que la question de la culpabilité pénale des dirigeants israéliens pour le processus de colonisation ainsi analysé est posée et devra être portée devant la Cour pénale internationale.

Des militants de BDS sont poursuivis en justice : arrêt Willem (CEDH, 16 juillet 2009). Dans cette affaire, la question de la licéité¹ des exportations boycottées n'avait pas été posée au tribunal, le maire s'étant cantonné au terrain de la liberté d'expression. Or, il n'a pas été condamné en tant que citoyen exerçant son droit à la liberté d'expression mais en tant que maire tenu à un devoir de réserve (et encore, la Cour donnait des éléments plus précis qui pourraient quand même ouvrir la voie à un boycott des collectivités).

Tout reste donc à faire sur le terrain juridique, pour la défense des militants injustement poursuivis, mais aussi en attaque, puisque dans les mois qui viennent les acteurs de la campagne BDS vont passer à l'offensive pour demander la condamnation des crimes commis et de leurs auteurs, et pour faire respecter le droit international.

1. Conformité au droit



LA CAMPAGNE BDS FRANCE

La campagne BDS France a été lancée en juin 2009, afin de répondre à l'appel palestinien. Peuvent y adhérer toutes les associations et organisations s'engageant à respecter les principes contenus dans la charte et dans l'appel de la campagne BDS France.

Au niveau français les principales organisations impliquées sont le NPA, Génération Palestine, les Missions civiles (CCIPPP), l'Union juive française pour la paix (UJFP), des organisations musulmanes, juives, CAPJPO-Europaléatine, Solidaires et bien d'autres.

La campagne française participe activement à la coalition contre Agrexco, qui est l'un des axes d'attaque principaux du BDS européen (voir ci-contre).

Elle organise de nombreuses actions partout en France, notamment dans les supermarchés qui vendent des produits fabriqués en Israël. Des rendez-vous ont déjà eu lieu avec la direction de Carrefour à la suite d'actions.

La campagne est présente dans les divers champs d'application du BDS, culturel, universitaire, gouvernance locale... Il s'agit maintenant de développer ce travail de manière coordonnée

afin d'avoir le maximum d'impact et de visibilité.

La campagne travaille aussi à fournir aux militants des outils et des argumentaires afin de les aider dans leurs démarches et actions.

Enfin la campagne cherche à fédérer, de manière souple, le réseau des comités locaux unitaires BDS au niveau national et à le développer. La présence et l'implication de toutes et tous est primordiale afin d'assurer un développement de la campagne et un maillage national, permettant à tout le monde de s'impliquer dans le BDS.

La campagne subit aujourd'hui de plein fouet la répression étatique, à la demande des organisations sionistes. En effet, plusieurs procès sont en cours ou vont avoir lieu, qui concernent, entre autres, des camarades du NPA, et il est nécessaire que la mobilisation contre la répression se développe elle aussi.

Les militants du BDS sont déterminés à poursuivre leurs actions, dans toute leur diversité, car ils se battent tout simplement pour l'application du droit international.

SSEMENT, SANCTIONS!

QUELQUES VICTOIRES DE LA CAMPAGNE BDS

Boycott

De plus en plus de magasins et chaînes de magasins annoncent qu'ils renoncent à vendre des produits venant des colonies israéliennes, voire d'Israël. Les chaînes de supermarchés britanniques Mark and Spencers et Co-operative group ont annoncé qu'elles cesseraient de vendre des produits issus des colonies. Les chaînes italiennes Coop et Nordiconad ont fait de même.

Des universités et laboratoires de recherche commencent à rompre leurs relations avec leurs homologues israéliens. En mai dernier, le syndicat universitaire britannique majoritaire, University and College Union, a voté lors de son congrès le boycott total de l'Université d'Ariel, implantée en territoire palestinien.

Nombre d'artistes refusent désormais de se rendre en Israël. C'est ainsi qu'Elvis Costello, Carlos Santana, Gill Scott-Heron, les Pixies ou Gorillaz ont annulé des concerts. U2, Björk, Snoop Dog et bien d'autres évitent soigneusement Israël lors de leurs tournées. Récemment, Meg Ryan et Dustin Hoffman ont publiquement renoncé à participer au Festival du Film de Jérusalem.

Désinvestissement

En mai, la Deutsche Bank a décidé de se désinvestir de la Compagnie israélienne Elbit Systems, qui fournit des armes à l'armée israélienne et participe à la construction du mur. Le premier fonds de pension suédois avait fait de même, ainsi que le premier fonds de pension danois.

La société d'investissement britannique Blackrock s'est désinvestie du groupe

Leviev, qui finance la construction de colonies.

Le groupe français Veolia, impliqué dans la construction du tramway colonial de Jérusalem, qui relie la ville aux colonies, s'interrogerait sur la pertinence de cet investissement tant il lui fait perdre de marchés : les villes de Dublin et Stockholm, entre autres, ont exclu Veolia de divers appels d'offre.

Sanctions

Le Venezuela et la Bolivie ont rompu, jusqu'à nouvel ordre, leurs relations diplomatiques avec Israël et expulsé les ambassadeurs israéliens. Le Nicaragua a suspendu ses relations avec Israël après l'attaque sanglante contre la Flottille de Gaza.

De son côté, le ministre norvégien de l'Éducation a rappelé que son pays refusait tout commerce d'armes avec Israël et a appelé l'ensemble des pays de l'Union européenne à faire de même.

Afin de sanctionner économiquement Israël, les dockers suédois ont refusé, durant toute la dernière semaine de juin, de débarquer des marchandises israéliennes dans les ports du pays. Les dockers d'Oakland, en Californie, ont fait de même.

En raison d'une plainte déposée à son encontre, le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, a annulé une visite en France, prévue en juin. Il y a quelques mois, l'ex-ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, avait annulé une visite en Grande-Bretagne pour les mêmes raisons. Une liste des « pays à éviter » a été établie en Israël, à l'attention de l'establishment politique et militaire.

AGREXCO: NON AU COMMERCE COLONIAL!

Agrexco, c'est cette entreprise israélienne d'export de fruits et légumes que Georges Frêche (exclu du PS), président de la région Languedoc-Roussillon, a choisi d'implanter dans le port de Sète. Importer depuis l'autre bout de la Méditerranée des fruits et légumes dans une région agricole plutôt que de développer l'agriculture locale, est déjà un choix assez contestable. Mais en plus, une partie des produits qui arriveront à Sète pour inonder les marchés français et européen provient des territoires occupés! Agrexco profite de la spoliation des terres et de l'eau des Palestiniens, de l'occupation et de la colonisation de la Palestine. Agrexco, ce sont les marques Carmel, Ecofresh et Bio-top (produits bio) dans nos supermarchés.

Localement, partis politiques, associations de solidarité avec la Palestine, syndicats, associations des droits de l'homme ont rapidement formé la Coalition contre Agrexco pour dénoncer ce projet. Plusieurs temps forts ont rythmé cette campagne depuis plus d'un an avec des manifestations (1000 personnes un jeudi soir à Montpellier, une marche et une manif à dimension nationale de plus de 1500 personnes dans la ville de Sète en pleine élections régionales), des ateliers débats, des interventions au conseil régional et une mission de quatre personnes qui s'est rendue en Palestine pour enquêter sur Agrexco et recueillir des témoignages sur ses pratiques.

Agrexco, depuis 40 ans, débarquait ses produits dans le port de Marseille. La mobilisation sur le « quai Carmel » n'avait pas pris à l'époque l'ampleur de la Coalition. Quand nous avons rencontré les responsables d'Agrexco en Italie puis les dockers de Marseille et de Sète, nous avons compris la raison de ce déménagement : les Marseillais demandaient des salaires trop importants et se mobilisaient pour défendre leurs droits! C'est uniquement pour faire baisser le coup du travail et récupérer les aides de la région Languedoc-Roussillon en lien avec l'aménagement du port de Sète qu'Agrexco vient s'y implanter.

Pouvons-nous accepter de mettre ainsi des travailleurs en concurrence?

La mobilisation a pris de l'ampleur et aujourd'hui, une centaine d'organisations locales et nationales mènent la bataille. La Coalition a fait des émules dans les villes de la région qui agissent lors de manifestations et auprès de leurs élus. Et dans d'autres pays le combat se mène aussi! En Suisse, en Belgique et en Italie des coalitions ont vu le jour. Le port de Valence, également concerné, est notre prochaine étape. Les premiers succès sont à mettre à l'actif de nos camarades italiens qui ont convaincu les responsables de deux chaînes de supermarchés de retirer les produits d'Agrexco de leurs rayons. La campagne contre Agrexco, qui s'inscrit par son appel dans la campagne BDS, est le catalyseur local de la solidarité avec la Palestine, en parallèle avec le comité BDS. La Coalition a décidé dans ce sens de se mobiliser dans l'initiative de bateaux pour Gaza.

Nous ne commercerons pas avec des criminels de guerre!



Des sites internet:
www.bdsfrance.org/ : site de la campagne française. Indispensable! Informations, argumentaires, actions passées et à venir...
www.bdsmovement.net/ : site de la campagne internationale. De nombreuses ressources et informations (en anglais).
www.whoprofits.org/ : site qui recense les entreprises, aux quatre coins du monde, qui bénéficient directement ou indirectement de l'occupation israélienne (en anglais).



SUD-LIBAN UNE SITUATION TENDUE

LES EXACTIONS de l'armée israélienne se multiplient au Sud-Liban. Pas un jour sans que l'espace aérien ne soit violé par des survols de F16 ou des drones, provoquant la colère des habitants. Plusieurs bergers soupçonnés d'être des résistants ont ainsi, au cours des derniers mois, été capturés, emmenés en territoire israélien, interrogés, tabassés, avant d'être finalement relâchés faute de preuve. Non, leurs brebis n'étaient pas piégées! Ces événements exaspèrent au plus haut point la population qui organise elle-même des actions de résistance pacifiques, comme à Aabbaseiyh, où des soldats israéliens avaient fait le 16 avril une incursion en territoire libanais, modifiant la ligne de frontière établie par l'ONU (ligne bleue) et installant des barbelés. C'est tout le village qui s'est alors mobilisé, députés locaux en tête pour reprendre possession du terrain et faire disparaître les vestiges de cette véritable provocation. Mais l'armée d'occupation sioniste n'est pas le seul ennemi auquel la population du Sud-Liban doit faire face. Les troupes de la Finul font partie intégrante du dispositif impérialiste de contrôle de la région, et leur label de force d'interposition ne trompe plus personne. Déployées le long de la frontière à l'issue de la guerre d'agression israélienne de 2006 pour « éviter les incidents », elles ne sont là en réalité, que pour contrôler les faits et gestes des Libanais, renseigner Israël et aider à démanteler la logistique de la résistance nationale. Chacun aujourd'hui au Liban mesure que sans cette résistance, sa détermination et son haut niveau d'organisation, l'armée sioniste n'aurait pas été tenue en échec, et aucune force politique n'oserait prétendre le contraire. Les forces de la Finul, et singulièrement sa représentation française, sont perçues comme des supplétifs d'Israël. N'oublions pas que le Liban, anciennement sous protectorat français, est encore aujourd'hui considéré par la bourgeoisie française comme sa chasse gardée. Les incidents avec l'armée française n'ont cessé de se multiplier au cours des dernières semaines, culminant le 3 juillet lorsque des habitants de Toulina et Kabrikha ont attaqué une patrouille de l'armée française en lui jetant des pierres et des œufs. Armés de simples bâtons, ils ont ridiculisé et désarmé les soldats, obtenant la libération immédiate d'un jeune villageois coupable d'avoir interpellé les soldats pour leur demander les raisons de leur présence.

Le NPA apporte son soutien sans condition aux peuples palestiniens et libanais dans leur résistance contre les troupes d'occupation sionistes et contre les pseudo-forces internationales d'interposition. C'est aux Palestiniens, aux Libanais, et à eux-seuls, de décider de leur avenir. Nous, militants français devons exiger le retrait des troupes de la Finul du Liban où elles n'ont aucune légitimité à rester.

**TROUPES FRANÇAISES HORS DU LIBAN,
SOUTIEN TOTAL À LA RÉSISTANCE!**

Alain Pojolat

CRISE SEPTEMBRE NOIR

Face à la crise, la seule stratégie des classes dominantes consiste à faire payer les classes populaires pour sauver le taux de profit des capitalistes.

LA CRISE EST FINIE!

POUR FÊTER SA
J'AI SORTI
L'ARGENTERIE...



La mesure de la crise est l'explosion du chômage au cœur du système économique. Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), le chômage touche maintenant 46,5 millions de personnes, soit 50% de plus qu'en 2007, et il ne cesse de croître. Cela affecte par ricochet la demande pour les produits du commerce et de l'industrie et cela fait baisser les rentrées des États : la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les impôts sur le revenu. Enfin, la baisse de la demande alimente une nouvelle vague de faillites, de chômage, de déficits publics. Au Royaume-Uni, une fuite du ministère des Finances révèle que le gouvernement s'attend, du fait du budget de crise dévoilé le 22 juin, à une perte de 600 000 emplois dans le secteur public et de 700 000 dans le privé jusqu'en 2015.

Le capitalisme européen va s'enfoncer dans la dépression en cherchant la solution introuvable entre l'austérité qui déprime la demande et la relance qui fait exploser la dette des États.

Robert Samuelson écrit dans *Newsweek* que les sciences économiques ont peut-être atteint leurs limites et Elie Cohen, conseiller économique de Sarkozy avoue dans son livre *Penser la crise: Comment penser la crise, comment rendre compte de la crise et de la défaillance des outils qui auraient dû permettre d'en produire le sens? Comment rendre compte de la triple défaillance des marchés, des régulations et des théories économiques?*

Pour penser la crise, la seule et l'unique voie est de percer l'apparence des choses pour mettre à nu le fonctionnement réel du capitalisme découvert par Karl Marx. Le seul but de ce système est d'accroître la plus-value pour obtenir le profit maximum.

Le taux de profit est le rapport entre la plus-value obtenue par le travail non payé et le capital employé composé des salaires, des matières premières et des machines. Le FMI vient de réviser sa prévision de croissance en Europe à 1% en 2010. Lorsque l'économie stagne, la plus sûre méthode pour faire rebondir le taux de profit est de licencier. Partant d'un taux de profit de 10% avec 10 de plus-value, 80 de salaires et 20 de capital constant, si on licencie 20% des salariés, le taux de profit passe de 10% à 11,9%. Soit une augmentation de 19% du taux de profit!

C'est ce qui se passe en 2010, les profits rebondissent grâce aux licenciements.

Et la finance? Il est grand temps de tuer le mythe de la dictature de la finance qui serait la cause de tous les maux.

Le profit financier obtenu en transformant de l'argent A en plus d'argent A-A' est en réalité obtenu en prêtant cet argent à un capitaliste industriel ou commercial qui, lui, va créer la plus-value A-M-A'. Le cycle réel et non apparent du capital financier est donc A-A-M-A'-A'. On comprend grâce à Marx que le profit qui revient au banquier n'est qu'une fraction de la plus-value extraite des travailleurs. La finance en système capitaliste est donc toujours dépendante pour sa rentabilité de la valeur créée par le capital industriel ou commercial et non l'inverse.

Les banques sont fragilisées car le capital des banques est largement composé d'obligation d'États. Les plans de relance aux États-Unis, en Europe et en Chine ont permis de calmer la panique en 2009, mais ils ont créé le risque bien réel de se retrouver tôt ou tard avec une crise généralisée de la dette. Malgré le plan d'austérité grec, le risque de défaut sur la dette grecque vient de dépasser les 50%.

La réaction initiale à la crise a été de faire couler l'argent à flots afin d'abaisser les taux d'intérêts en creusant les déficits budgétaires.

Maintenant que les premiers sont au plancher et les seconds colossaux, la seule variable d'ajustement pour les États et les capitalistes est de faire payer le prix fort aux classes populaires par des licenciements, la baisse des salaires et des retraites et la hausse des impôts. C'est l'affrontement social, le « septembre noir » que Claude Guéant a annoncé au *Financial Times*.

Face à la peur, notre tâche politique est d'expliquer, expliquer sans relâche la véritable nature de la crise. Seule une critique marxiste du capitalisme permet de placer la défense des intérêts des classes populaires dans la perspective du socialisme.

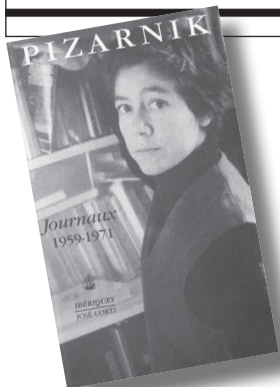
Frédéric Gudéa

et aussi

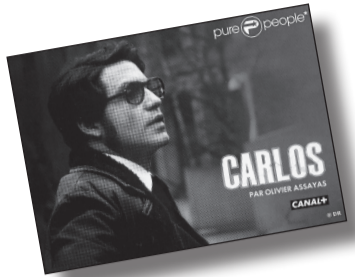
NOUVELLES GRÈVES TRÈS SUIVIES EN GRÈCE. Papandreou peut être fier : son attaque frontale contre le système des retraites a réussi. Neuf ans après le mouvement social qui avait fait reculer le projet du gouvernement (Pasok!) et malgré la grogne de l'appareil, son groupe parlementaire a voté, le 8 juillet, l'extension du départ à la retraite à 65 ans et l'allongement de la durée de cotisation à 40 ans. En ligne de mire : privatisations et « réforme » du système éducatif. Il ne doit pas crier victoire car si les manifestations du 8 juillet étaient de taille moyenne (25 000 à Athènes, sans transport en commun pour amener les manifestants), la grève était encore très massive, notamment dans le privé. D'ici les prochaines grèves, le 15^e Festival anticapitaliste fait le plein à Athènes, avec comme mot d'ordre « nos ennemis, ce ne sont pas les immigrés, ce sont ceux qui volent nos vies », l'accent est mis sur la nécessité de ne pas tomber dans le piège raciste, surexploité ces derniers temps par l'extrême droite qui a même tenté de se glisser il y a peu dans une manif syndicale.

JOURNALISTE CONDAMNÉ EN TUNISIE. Le 6 juillet, le journaliste tunisien Fahem Boukadous a été condamné à quatre ans de prison ferme par la cour d'appel de Gafsa, alors qu'il était hospitalisé pour des problèmes pulmonaires graves. Il s'attend à être arrêté à tout moment pour être emprisonné, ce qui signifierait, étant donné son état de santé, une mise en danger certaine. Fahem Boukadous avait déjà été condamné en janvier dernier. On lui reproche la « constitution d'une association criminelle susceptible de porter atteinte aux personnes et aux biens ». En réalité, il s'agit de le punir pour la couverture des événements du bassin minier qu'il avait réalisée en tant que journaliste pour le compte de la chaîne El Hiwar Et Tounsi en 2008. L'État tunisien emprisonne les journalistes, réprime la population et plus particulièrement tous ceux qui ont décidé de se battre. Loin de changer, leur situation ne pourra que s'aggraver puisque le pays ne cesse de renforcer son arsenal répressif (voir *Tout est à nous!* n° 62).

RIGUEUR EN POLOGNE. Bronislaw Komorowski (PO, Plateforme civique, néolibéraux) a remporté le 4 juillet la présidentielle avec les votes de 28,97% des inscrits contre Jaroslaw Kaczynski (PiS, Loi et Justice, conservateurs) qui n'a obtenu que 25,68%. L'abstention (45,34%) fut la grande gagnante. Mais les néolibéraux se sont assurés le monopole de toutes les manettes du pouvoir. Les élections passées, le gouvernement, dirigé par PO, a dévoilé sa politique pour l'année à venir : pas d'augmentation des retraites ni des salaires dans le secteur étatique et le droit pour les entrepreneurs de licencier dans les zones économiques spéciales (où les entreprises bénéficient des réductions d'impôts et des aides étatiques pour « créer l'emploi »). Le président polonais du Parlement européen, également PO, a déclaré qu'il faut travailler plus et partir plus tard à la retraite partout en Europe « pour envoyer un signal fort aux marchés financiers »...



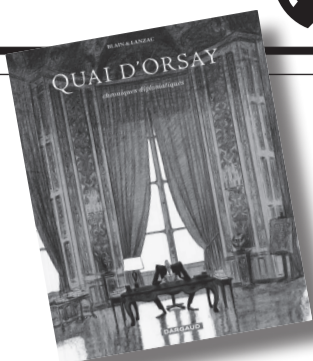
LIVRE
JOURNAUX 1959-1971/ Alejandra Pizarnik/
 ÉDITIONS JOSÉ CORTI/22 EUROS
 On devine l'enfer réservé à Alejandra Pizarnik (1936-1972) par les affidés du très catholique général Videla si elle ne s'était donné la mort peu de temps après l'exécution par l'armée argentine des révolutionnaires évadés de la prison de Rawson. Non qu'elle ait été proche de leurs organisations, elle avait suffisamment à se débattre avec «*les trois qui luttent en moi*», comme elle l'écrit dans un poème. Quoique fêtée de son vivant comme une grande représentante de la poésie hispanique contemporaine, remarquable aussi par son érotisme, peu d'espoir la rattachait à la vie dans ce pays déjà sous la coupe des militaires vingt ans avant Videla. Ces *Journaux* révèlent une jeune femme se battant tant qu'elle a pu contre le sort qui lui était infligé, et créant au passage des poèmes bouleversants.
Gilles Bounoure



CINÉMA
CARLOS/Olivier Assayas
 Après avoir terrorisé la petite lucarne sur Canal+, Carlos s'en prend au grand écran. Aucun doute sur les qualités de la prestation très convaincante d'Edgar Ramirez. En revanche, la version cinéma fait l'impasse sur l'essentiel de la «*carrière*» du terroriste. Sorti de la prise d'otage des membres de l'Opep en 1975, le film ne se concentre plus que sur le long exil et déclin de Carlos, rendant la fin quelque peu ennuyeuse. On aurait aimé également en savoir davantage sur les débuts du terroriste. On ignore tout du parcours de ce fils de communiste vénézuélien avant sa rencontre avec le FPLP. Voir la version intégrale sera donc préférable quand cette dernière sortira enfin en DVD.
Thibault Blondin



MUSIQUE
À LA RECHERCHE DU SON PERDU/Jim Murple Memorial/MURPLE & CIE ANTICRAFT
 Les vétérans français de la (petite) scène ska sortent depuis 1998 leurs albums avec une régularité qui force le respect. Leur 8^e opus confirme leur attachement à un style rétro et leur amour pour le vieux son jamaïcain. Cette fois-ci, ils creusent un peu plus le sillon, très en vogue depuis quelque temps, du folklore caribéen (mento, calypso, etc.) et de la «*vibe*» du vieux boogaloo que les sound systems faisaient résonner dans le Kingston des années 1950 à coup de 45 tours importés depuis Babylone (les USA en l'occurrence). La perfection de la section rythmique et la voix délicieusement sucrée de la chanteuse assurent la bonne tenue de l'ensemble, particulièrement dans le registre rythm'n'blues. Nous ne saurions trop vous conseiller de siroter avant tout ce cocktail musical en live. Ce qui tombe bien puisque le groupe tourne tout l'été. Toutes les dates sur www.jimmurplememorial.com
King Martov



BD
QUAI D'ORSAY, CHRONIQUES DIPLOMATIQUES/Blain, Lanzac/DARGAUD/15,50 EUROS
 La rencontre entre un dessinateur talentueux et un ancien conseiller ministériel donne cet album déroutant et très intéressant. Le héros, un jeune thésard trentenaire, est engagé pour faire les discours (s'occuper des «*langages*») du ministre des Affaires étrangères, Taillard de Worms, derrière lequel on reconnaît sans peine Dominique de Villepin. Il décrit dans un récit enlevé et drôle les coulisses d'un cabinet ministériel obligé de composer avec les humeurs, la mégalomanie et les visions d'un ministre qui emporte tout sur son passage. La prétendue «*grande politique*» repose ainsi sur un monde clos dans lequel règnent jalousies et rivalités entre les différents conseillers et porte-plume. Une vision pleine d'humour et de recul sur soi, avec des passages carrément hilarants.
Sylvain Pattieu



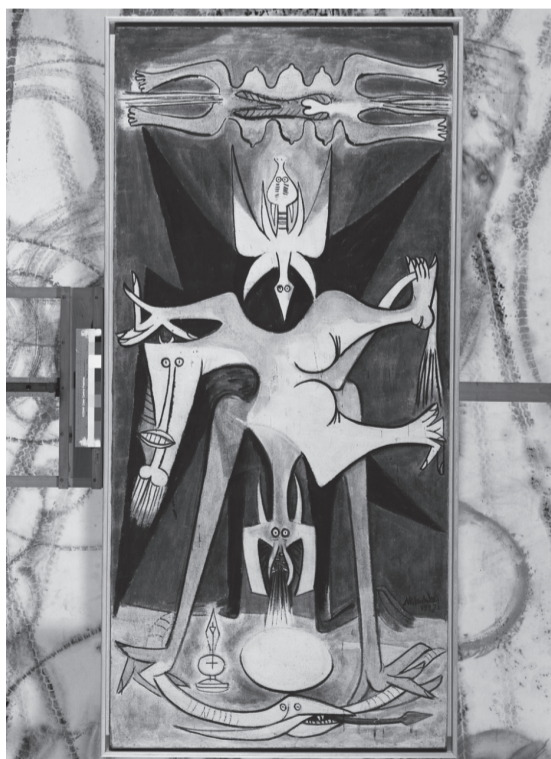
<http://regardeavue.com>

L'association Regarde à vue est née en 1998 à l'occasion du projet de court-métrage *Sun is shining*. Autonome et indépendante, elle s'est alors rapidement développée au travers de projets institutionnels lui permettant par la suite de s'autofinancer. En 2002, lors des présidentielles, l'association a fait le choix de se tourner vers le documentaire en créant son propre média et en assurant elle-même sa diffusion. Devenue association multimédia, Regarde à vue utilise la Licence Creative Commons afin que les spectateurs puissent copier et partager leurs DVD. De la création, l'association passe aussi à la diffusion vidéo : le projet Videobaseproject, la captation des Big Brother Awards ou encore des reportages sur la Compagnie Jolie Môme... Les membres de l'association multiplient les cadres collectifs, que ce soit en Europe ou en Palestine, pour monter des ateliers vidéos (tournage, montage, sous-titrage, traduction, communication ou mise en ligne...). En donnant la parole à des personnes qui ne l'ont pas et en la diffusant (sur internet ou d'autres supports : projections, DVD...), Regarde à vue contribue à garantir une liberté de création et d'expression en favorisant la diffusion des vidéos dans les circuits non-marchands... Incontournable.

EXPO LAM: « NOUVEAU MONDE » ET MONDE NOUVEAU

Wifredo Lam (1902-1982) fut en son temps le plus grand peintre de la Caraïbe. Le musée des Beaux-Arts de Nantes lui consacre une importante exposition, préfigurant l'ouverture par la ville du Mémorial à l'abolition de l'esclavage, en 2011.

Pour saisir le génie audacieux de ce peintre né à Cuba d'un père chinois et d'une mère métisse, elle-même fille d'une ancienne esclave, il faut se remémorer ce que fut la Caraïbe dans la première moitié du xx^e siècle, et spécialement son île natale restée jusqu'au départ de Batista, le 1^{er} janvier 1959, sous la tutelle des États-Unis et la domination directe, parfois féroce, tantôt d'une bourgeoisie vulgaire et étriquée, tantôt de militaires corrompus. L'arriération sociale et culturelle de cette partie du «*Nouveau Monde*», dont les «*élites*» singeaient les pires travers de l'Europe, amena Lam, titulaire en 1923 d'une bourse d'études à l'étranger, à gagner l'Espagne où il vécut jusqu'à la guerre civile, participant à la fabrication de munitions et à la défense de Madrid contre les troupes franquistes. Il se réfugia en 1938 à Paris, et sa peinture s'y libéra de toute convention sous la double influence de Picasso qui s'était institué son «*oncle*», et de ses amis surréalistes, avec qui il attendit des mois, à Marseille, de pouvoir fuir l'«*Ancien Monde*» en voie de nazification. C'est ainsi qu'il revint à La Havane en 1941. Les allers et retours qu'il fit ensuite, jusqu'à sa participation mémorable avec son alter ego, Aimé Césaire, au Congrès culturel de La Havane en 1968, juste avant que Castro ne s'aligne sur Brejnev, expliquent le sous-titre de l'exposition de Nantes, visible jusqu'au 29 août, «*Voyages entre Caraïbes et avant-gardes*». Ce n'est pas exactement «*la première fois depuis 1983*» (comme écrit le maire de Nantes, citant même Benjamin Péret !) qu'une rétrospective est consacrée en France à ce peintre, puisqu'il y eut aussi «*Lam métis*», organisée en 2001-2002 par le musée Dapper et accompagnée d'un volume encore très utile aujourd'hui. Mais l'exposition nantaise est elle-même de première qualité, par le nombre et le choix des œuvres présentées (78, et près de deux fois plus de tableaux que pour la rétrospective de 2001) et son souci remarquable du public, aussi bien dans le parcours proposé que dans l'organisation et les textes du catalogue. Les êtres hybrides qui animent les tableaux de Lam, au point de sembler parfois vouloir crever la toile pour s'échapper ou venir à notre rencontre, d'où sortent-ils, d'où tiennent-ils leur prodigieuse vitalité? Des cultes magiques afro-cubains auxquels le peintre s'intéressa à diverses reprises, des traditions hermétiques qu'il avait aussi explorées, ou encore des arts anciens



d'Afrique et d'Océanie? Il s'en est expliqué: «*Je n'ai jamais inventé mes tableaux en fonction d'une tradition symbolique, mais toujours à partir d'une excitation poétique.*» Sa situation permanente d'exilé, aussi bien dans l'Ancien Monde que dans le Nouveau, le rendit certainement plus sensible à la formule de Rimbaud, «*Je est un autre*», jusqu'à faire de sa peinture une expérience poétique exemplaire. Combinant ce qu'avaient été d'autres que lui et dont il restait habitué, et son immense capacité d'invention personnelle, Wifredo Lam, descendant d'esclaves, a ainsi fait surgir un monde nouveau, splendide et parfaitement libre, quant à lui.

Gilles Bounoure



NATIVITÉ [ANNONCIATION] 1947
 HUILE SUR TOILE
 MADRID, MUSÉE NATIONAL CENTRE D'ART REINA SOFIA
 © ARCHIVO FOTOGRAFICO MUSEO NACIONAL CENTRO DE ARTE REINA SOFIA, MADRID.
 A.D.A.G.P, PARIS, 2010
 (à gauche)

CLAIRVOYANCE [CLARIVIDENCIA] 1950
 HUILE SUR TOILE
 ROTTERDAM, MUSÉE BOYMANS VAN BEUNINGEN
 © MUSEUM BOJMANS VAN BEUNINGEN, ROTTERDAM
 A.D.A.G.P, PARIS, 2010
 (à droite)



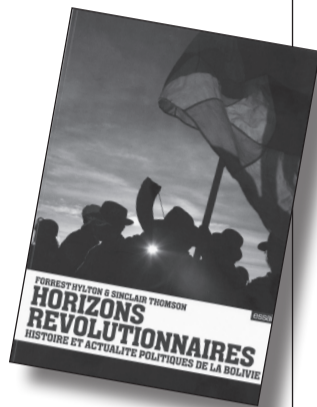
**HORIZONS
RÉVOLUTIONNAIRES,
HISTOIRE ET ACTUALITÉ
POLITIQUES DE LA BOLIVIE**

F. HYLTON, S. THOMSON

ÉDITIONS IMHO

220 PAGES

18 EUROS



l'essai

« **NOUS** nous proposons de procéder à une excavation de la révolution andine, dont les couches successives de sédimentation historique forment le sous-sol, le terreau, le paysage et les points de vue de la lutte politique actuelle en Bolivie », tel est l'objectif affiché par les deux auteurs de cet ouvrage, objectif largement atteint par ailleurs. Cette récente traduction de l'anglais (États-Unis) d'une édition de 2007 est donc une bonne nouvelle pour les lecteurs et militants francophones qui s'intéressent à la Bolivie contemporaine, pays le plus appauvri d'Amérique du Sud, marqué par plus de deux siècles d'insurrections et de luttes populaires. Car le grand apport de ce livre est de mettre en perspective et analyser les racines de la Bolivie d'Evo Morales grâce à une vision ancrée dans un temps long, du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours. On y retrouve en particulier trois grands « moments révolutionnaires » : les luttes anticoloniales indiennes menées à La Paz par Tupaj Katari (1780-1781), la révolution de 1952-1953 alimentée par le mouvement ouvrier minier et, enfin, les années 2000 avec « la guerre du gaz » et les « guerres de l'eau » qui ont abouti à la conquête du gouvernement par le Mouvement au socialisme (MAS). Cette vision panoramique souligne comment les luttes indigènes et « nationale-populaires » ont longtemps parcouru des chemins séparés et de quelle manière elles peinent encore à se retrouver aujourd'hui. C'est pourtant bien ce même « esprit de la révolte », ainsi que le rappelle Adolfo Gilly dans le prologue, qui traverse une histoire encore en train de s'écrire.

Franck Gaudichaud

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINIE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

RENDEZ-VOUS CAMP ACTION CLIMAT

RésistantEs! Le Camp action climat vous appelle à rejoindre la lutte contre le système capitaliste responsable du changement climatique, générateur de chaos social et de ravages environnementaux.



Notre-Dame-des-Landes, Camp action climat, 2009. (DR)

Les Camps action climat sont des rassemblements annuels de militants venant camper aux abords d'une installation industrielle, particulièrement émettrice de CO₂. Ils ont débuté en 2006, à Drax en Angleterre, près de l'une des plus grosses centrales à charbon du pays. Ils ont essaimé en Australie, en Finlande, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique... et récemment en Inde et au Ghana. Sur le modèle des anti-G8, ces villages alternatifs à durée éphémère préparent pendant quelques jours des attaques contre leur cible, comme les altermondialistes ont tenté de bloquer les sommets des chefs d'État. Les camps action climat sont en général déconnectés de l'actualité internationale, sauf à Bonn où le camp était organisé en marge de la conférence de l'ONU sur le climat en juin dernier. Ils travaillent les alternatives au système qu'ils dénoncent : le moins de consommation électrique possible, micro-production éolienne, toilettes sèches, alimentation végétarienne et une batterie d'ateliers et rencontres sur les conséquences du changement climatique, les mécanismes des droits à polluer, les luttes, les alternatives... Les camps action climat se sont rassemblés à Copenhague en décembre dernier et ont rejoint le mouvement altermondialiste Climate justice action! (CJA!). CJA! est composé de groupes et d'individus issus d'une mobilisation de la base, non institutionnelle, qui dénoncent violemment la position des ONG

sociales et environnementales dans leur accompagnement du système. Son slogan est « Changeons le système, pas le climat! » et il a édité une brochure cette année intitulée : « Pourquoi le changement climatique n'est pas une question environnementale ».

En France, le premier Camp action climat s'est déroulé, en août 2009 à Notre-Dame-des-Landes (44), contre le projet d'aéroport, projet particulièrement absurde au vu des engagements pris par les États au niveau international pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Un site à proximité de la raffinerie de Normandie de Total, à côté du Havre, a été choisi cette année comme symbole de la nécessité de la sortie du pétrole. Il a été choisi aussi parce que le département de Seine-Maritime, celui qui émet le plus de gaz à effet de serre par habitant, a un taux de cancer des plus élevés et un taux de chômage aussi très important. Au menu du Camp action climat du Havre entre le 22 juillet et le 1^{er} août cet été : actions directes de désobéissance, développement d'alternatives concrètes, partage de savoirs et construction du mouvement altermondialiste. La dimension éducative du camp est très importante, elle permet à des personnes qui n'ont jamais réalisé d'action directe et sans expérience militante solide de participer et d'y trouver leur compte. Parce que les activistes du camp ont la volonté de faire converger les luttes, tout en ayant une connaissance assez peu partagée des luttes des travailleurs de Total entre autres, ils ont prévu dans le ca-

lendrier du camp, un temps dédié à la rencontre avec ces derniers : le 29 juillet à 19 heures, ainsi que la distribution d'un tract à l'entrée des boîtes pour expliquer leur démarche et montrer que lutter contre les industries polluantes, c'est lutter avec les travailleuses et les travailleurs de ces industries pour une reconversion juste socialement et écologiquement de leur activité.

Irène Juin

Message aux « organisations »

[...] Nous avons fait le choix de demander aux organisations, aux syndicats, aux partis, aux associations, de ne pas s'afficher en tant que tels : ni logo, ni drapeau. [...] Cependant, le Camp action climat doit être un lieu de débat, et ces débats ont aussi besoin des constructions collectives, réflexions et positionnements présentés par ces « mouvements sociaux », par cette société civile qui structure beaucoup les luttes sociales et environnementales. Donc si vous êtes militantEs d'une « orga », vous êtes les bienvenuEs. Vous pourrez participer comme toutE autre participantE à la vie du camp, aux discussions, aux tâches quotidiennes. Si vous avez de l'information à partager via des brochures, des documents, des tracts, il est possible de les laisser dans les lieux prévus pour (infokiosque et autres tentes info...), mais rien ne pourra être vendu : pas de merchandising, pas de t-shirts, etc. Le camp fonctionne sur le principe du prix libre, donc prévoyez plutôt des brochures à faible prix de revient, des tracts, etc. À vous d'organiser cette transmission d'info, en coopération avec tous les autres apports de documents, tracts, etc.
infos : www.campclimat.org

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

HUMOUR DEMOCRATIQUE. B.M. (MAIL) :

Selon un humour démocratique
Qui doit absolument revigorer nos esprits
Pour sauver le cœur saignant et palpitant
Des acquis légitimes de nos révolutions et de la vie
Notre pays connaîtrait une canicule particulière
Et une fournaise dantesque
Car notre président, Monsieur Nicolas Sarkozy
Dans une force diabolique qui fait sans arrêt bling-bling
Signe de ralliement de la France des nantis
Instaurerait ouvertement une république musclée et bananière
Comme dans les tropiques de la misère
Son projet sera suicidaire comme peut l'être l'instinct délétère
De ceux qui veulent tuer nos libertés authentiques et fières.

BELGIQUE. I.I. (13) : Intéressant état des lieux de votre collaborateur dans *Tout est à nous* ! n° 61 sous le titre « Belgique divisions sur fond

néolibéral ». Cependant, le raccourci historique omet la période où nous étions au sommet de ce que votre collaborateur désigne par « mentalité antiflamande » : les années noires de l'occupation nazie. Il est un fait historique : s'ils ne parlaient que français, les conscrits wallons enrôlés dans la drôle de guerre et prisonniers, étaient par les hitlériens sélectionnés, au nom de leur seule langue maternelle, pour quatre ans dans les camps. S'ils excipaient d'une appartenance à la nation flamande, les prisonniers néerlandophones étaient, sous les flonflons de l'occupant, libérés et incités comme « race supérieure » à collaborer au plus vite. Cela laisse nécessairement des séquelles. (Et les Wallons auraient pu, on ne sait jamais « pour la prochaine », étudier avec fougue le flamand. Ils ne l'ont pas fait. Ceci aura accru la « division » dont vous parlez, entre les deux classes ouvrières.) Il y aura, pendant la Seconde Guerre mondiale, c'est certain, des Wallons collabos du nazisme et des Flamands anti-nazis : des individualités surtout comme Michielsen, Roels, et le jeune E. Mandel. Mais la tendance était là : Flamands germains race supérieure. Le gigantesque

écrivain flamand Hugo Claus serait à relire sur ce thème. Mais quand vous conseillez au Mouvement ouvrier wallon de « rejeter son attachement à une Belgique monarchiste », vous semblez ne pas tenir compte de la « Question royale » dans l'après-guerre : Flandre, par son vote au référendum appelant au retour du Roi hitlérophile Léopold III sur le trône (85%). Bruxelles et Wallonie dans un état insurrectionnel (six morts dans le mouvement ouvrier wallon) qui jettent le roi hitlérophile dans les poubelles de l'Histoire. Cela méritait un regard.



LES MAINS DANS LE CAMBOUIS

Régulièrement, les élus NPA rendent compte de leur action dans les collectivités locales.

ALENÇON UN CONSEIL MUNICIPAL ORDINAIRE

Etre conseillère municipale NPA, représenter l'opposition de gauche face à la majorité PS-PCF-militants issus de l'association Place publique, c'est parfois devoir intervenir sur des questions auxquelles nos débats et notre formation ne nous ont pas toujours préparés. Il ne s'agit que rarement de lancer de grands débats sur les orientations budgétaires, sur la nécessité de revenir aux services publics en régie directe (transports, eau, etc.), mais avec une «bonne boussole politique» et une connaissance de la vie locale, il est toujours possible d'exprimer notre différence et de faire apparaître ce que pourrait être une municipalité au service de la population, sans illusion toutefois sur les marges de manœuvre financières, de plus en plus réduites des collectivités locales. Pour illustrer, quelques points du dernier conseil municipal. Tout d'abord, une augmentation des tarifs des garderies de 1,6% est soumise au vote. Cette hausse est équivalente à la hausse du coût de la vie. Il a fallu rappeler que ce n'était pas

le cas pour les salaires et les pensions... et que la gratuité des services publics soulagerait le porte-monnaie des plus modestes. Le vote d'une subvention de 300 euros à la Cimade m'a permis de faire remarquer que, lors de manifestations pour la régularisation de familles sans papiers, j'étais la seule des six élus parrains et marraines siégeant au conseil. Depuis son arrivée, la majorité de gauche n'a pas remis en cause ni la politique salariale ni la précarité qui sévit dans les services municipaux, et notamment dans les écoles. J'ai toujours dénoncé, seule, cette logique d'accompagnement de la politique de Sarkozy. Quant aux syndicalistes CGT et SUD de la majo, solidarité de gestion oblige, ils ont toujours voté (probablement la mort dans l'âme) cette précarisation institutionnelle. Et ce soir-là, au sujet de la création d'un poste de chargé de mission sur le développement des musiques actuelles, après mon intervention, approuvant la création mais dénonçant la nature du poste (CDD à temps partiel) et défendant les emplois statutaires à

temps plein, l'adjoint PCF est intervenu, expliquant que devant le nombre d'emplois non pourvus dans d'autres services, il s'abstiendrait sur le rapport... Ce qui ne l'empêcha pas de voter le rapport suivant, concernant la création d'un autre poste de chargé de mission, là encore en CDD et à temps partiel. Comprenez qui pourra! C'est là tout le «charme» de la «gauche de gauche» qui manie à merveille le double langage! Néanmoins, ce «coup de gueule» montre bien le gouffre entre l'espoir qu'a pu susciter, pour les salariés de la municipalité, la défaite de la droite et la réalité de gestion de la nouvelle équipe, où les petits chefs se montrent encore plus hargneux qu'avant. Les conseils municipaux ont des règlements intérieurs, qui soit par des vœux, soit comme à Alençon, par un tour de table, en fin de séance, permettent aux conseillerEs d'intervenir sur le sujet qu'ils désirent. J'en ai donc profité pour expliquer le sens de la campagne Boycott, désinvestissement, sanctions. J'ai ensuite demandé au maire de vérifier que la ville, mais aussi ses prestataires, qui



Christine Coulon (DR)

bénéficient de subventions municipales, n'achetaient pas de produits israéliens et que dans le cas contraire, de faire en sorte que ces produits soient retirés. Alors, comme c'est souvent le cas, quand ça dérange, je n'obtiens pas de réponse. Pour le conseil de rentrée, je vais passer aux devoirs de vacances: reprendre le Petit Train Touristique. Cela m'a valu, l'an dernier, de faire un petit cours d'histoire... et de m'interroger sur l'absence dans les commentaires de la visite de toute allusion à la Cour Jacques-René Hébert et donc à l'un des Alençonnais les plus connus, illustre journaliste et révolutionnaire! **Christine Coulon**, conseillère municipale à Alençon

hommage

JANVIER BAS. Nous venons d'apprendre la mort de Janvier Bas survenue, le 7 juillet 2010. Notre camarade a adhéré à la LCR en 1973. Il avait 20 ans et fut dès lors de tous les combats. Il est impossible de tous les nommer tant son engagement fut constant et sans faille. Pour n'en citer que quelques-uns: contre le putsch de Pinochet au Chili, en défense du combat des Irlandais contre l'occupation illégitime de l'Ulster par les troupes anglaises. Contre toutes les formes de discrimination: Apartheid, racisme etc. Pour un socialisme révolutionnaire et humaniste contre le stalinisme, il a soutenu

les travailleurs du syndicat Solidarité en Pologne. Contre les guerres: en Irak notamment, mais aussi contre le sionisme qui prétend interdire au peuple palestinien le droit à un État indépendant. Son engagement s'est aussi manifesté sur le plan syndical à la CGT Poste, notamment en défense du service public. Jamais découragé malgré les difficultés, il était un fin connaisseur du mouvement ouvrier international, cherchant toujours des lueurs d'espoir même quand la situation semblait sans issue localement. Pour lui en effet les luttes n'avaient pas de fron-

tières, et l'Internationalisme était sa raison de vivre. Il n'a jamais oublié ses origines catalanes et ses liens avec la Catalogne sont restés vivants. Il a toujours fait honneur au souvenir de la République espagnole et à son drapeau. Sa disparition laisse un grand vide dans nos rangs mais son combat continue. Nous nous associons à l'immense peine de sa femme Brigitte et de ses enfants, Simon, Angelina et Mylène.

Ses camarades de la LCR Alsace

SOUSCRIPTION OBJECTIF 400 000 EUROS!

SOUSCRIPTION 2010

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de «NPA souscription»
2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

www.npa2009.org

NPA
NOUVELLE SOCIÉTÉ
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.
Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

LORSQUE SARKO a des soucis, il lui suffit de demander à France Télévision de lui concocter une petite interview sur mesure. Il peut ainsi pendant une heure nous jurer ses grands dieux que tout ça (Woerth, Bettencourt, le financement de sa campagne...), c'est rien que de la calomnie. Et pendant les affaires, les attaques continuent: un budget qui s'en prend aux plus fragiles (personnes handicapées, étudiants...), une contre-réforme des retraites qui hypothèque pour le plus grand nombre, et notamment les femmes, la perspective d'une fin de vie dans des conditions décentes, et des suppressions de postes de fonctionnaires qui détricotent fil à fil les services publics. Cet été, nous pouvons être sûrs que les rafles de sans-papiers vont redoubler. Pendant que les militants, les soutiens sont moins présents, les services de police en profitent pour renvoyer le plus de gens possible. Le démentèlement du camp de Roms du Hanul nous en donne un avant-goût amer. Pour toutes ces raisons, nous devons rester sur la brèche. Produire du matériel comme nous l'avons fait ces dernières semaines avec de nouveaux autocollants, des affiches. Nous continuons de compter sur votre soutien, y compris financier, pour dénoncer, organiser, résister aux horreurs que veut nous imposer toute cette clique.

POUR QUE NOUS PUISSIONS CONTINUER À LES COMBATTRE, AIDEZ LE NPA EN DONNANT POUR LA SOUSCRIPTION.

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:
**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL**
NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:
554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT
CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



Teleperformance « ON NE VA PAS SE LAISSER FAIRE »

Le 8 juillet, des salariés de Teleperformance se sont rassemblés devant le siège du groupe, à Paris, après l'annonce par la direction le 1^{er} juillet d'un plan prévoyant le passage de 22 à 14 sites avec la suppression de 830 postes, soit 13 % des effectifs en France. Un licenciement massif est de nouveau à craindre en 2011, ce que la direction ne nie pas. Les syndicats ont fortement critiqué ce plan, en rappelant que Teleperformance France vient de clore un plan de départs volontaires supprimant 585 postes en 2009/2010. Le groupe, leader mondial dans son secteur, est présent dans 51 pays, il possède notamment quatre sites en Tunisie et est en train d'ouvrir un centre au Maroc. Teleperformance affiche une excellente santé financière, il investit et joue la concurrence mondiale, sur le dos de ses salariés en

prétextant un contexte économique difficile pour justifier les dégradations des conditions de travail, et les licenciements par centaines ! Un salarié d'un centre d'appel marocain est payé entre 400 et 450 euros mensuels contre un minimum de 1 320 euros bruts en France (primes et treizième mois inclus). Les call centers représentent près de 250 000 emplois en France, dont un quart chez des sous-traitants comme Teleperformance, Webhelp, Acticall ou Arvato. Le nombre d'emplois délocalisés chez les sous-traitants est passé de 10 000 en 2004 à 60 000 en 2009. À Pantin (Seine-Saint-Denis), le 16 juin dernier, les salariés fêtaient un an de lutte contre le plan social du 16 juin 2009 qui avait été annulé par le tribunal. Mais ils s'attendaient à une nouvelle ignominie de la direction, l'annonce ne les a donc pas surpris.



Paris, le 8 juillet. Les salariés manifestent devant le siège du groupe, tandis que les modalités du plan de licenciement sont discutés. (Moussa)

LE CHIFFRE

20 000

C'est le nombre de logements qui ne pourront être construits, à cause du hold-up réalisé par le gouvernement au détriment des ressources des HLM. En effet, pas moins de 340 millions d'euros qui devaient normalement financer le logement social – notamment la construction de logements neufs – seront affectés au budget de l'État. Soit environ 2 % des loyers perçus, selon l'Union sociale pour l'habitat qui fédère les organismes HLM. Alors, rigueur ? Non, austérité !

CHASSE À L'HOMME. Le 12 juillet, Tidiane Diawara, travailleur sans papiers, a été arrêté à Creil (Oise) par la police aux frontières (PAF) et enfermé en centre de rétention en région parisienne. Il devait passer devant le juge des libertés le 14 juillet. Pourtant, le 9, il avait déposé, avec ses camarades en grève depuis neuf mois, un dossier de régularisation à la préfecture de l'Oise. Leur grève est parfaitement connue des services de police et de la préfecture. Les « 68 de Creil » sont en grève depuis octobre 2009, dans le cadre du mouvement national des travailleurs sans papiers. Depuis le début de la lutte, plusieurs d'entre eux ont été arrêtés (et libérés) par la PAF qui patrouille régulièrement près de la Bourse du travail de Creil que les grévistes occupent. Il est temps que cesse cette chasse à l'homme motivée par la politique du chiffre et de la répression !

AVANCÉE POUR L'ADOPTION PAR LES COUPLES HOMO. Par une décision du 8 juillet, la Cour de cassation vient de reconnaître la décision d'un tribunal de Géorgie ayant prononcé l'adoption d'un enfant né par insémination artificielle d'une femme américaine, par sa compagne française. Si la situation est un peu exceptionnelle, cette décision pourrait préfigurer une évolution du droit pour ce qui est de l'adoption par des couples homosexuels, aujourd'hui interdite en France. Ce premier pas vers l'égalité ne peut qu'améliorer l'image des homos, toujours l'objet d'agressions odieuses comme celle qui a envoyé un couple de lesbiennes à l'hôpital au début du mois de juillet, à Montpellier. Encore faudra-t-il, pour que cela change vraiment, que cette égalité des droits soit inscrite dans le code civil.

M-REAL : FIN DE PARTIE. Le gel du plan de licenciements par le tribunal n'a pas suffi à redonner l'envie de continuer à se battre pour le redémarrage de l'usine M-real, à Alizay (Eure). On a appris entretemps que le repreneur présumé, Arjo Wiggins, n'avait en fait jamais été intéressé : c'était un bluff monté par le ministre Le Maire pour se faire mousser, le temps de la campagne des régionales. Exiger de l'État et de la région la réquisition de l'entreprise et la remise en marche sous le contrôle des travailleurs est apparu hors de portée à la très grande majorité des salariés. De même, pour « interdire les licenciements chez M-real comme ailleurs », il faudrait coordonner les luttes éparées pour frapper ensemble, ce dont les grandes confédérations ne veulent pas. Aussi les élus ont-ils reçu mandat d'améliorer le PSE. Après huit mois de lutte, on est loin d'avoir gagné, mais le collectif unitaire et les travailleurs peuvent garder la tête haute.

BÂTIMENT DÉGRADÉ.

À Besançon (Doubs), deux suicides d'affilée se sont déroulés dans le centre de formation d'apprentis (CFA) du bâtiment. Après le premier suicide d'un formateur le 27 juin, un deuxième décès d'un intervenant a eu lieu le 4 juillet dans cet organisme géré directement par le patronat. Une enquête est en cours pour déterminer les causes exactes de ces suicides. Deux plaintes pour harcèlement ont d'ores et déjà été déposées. En attendant, les personnels ont massivement débrayé pour dénoncer les conditions de travail et exiger la démission de l'actuel directeur. De manière inattendue, très peu d'informations circulent sur cette affaire. Le chef d'entreprise intervenant dans le CFA a laissé un courrier à ses proches mentionnant de sérieux problèmes avec l'établissement. Si le mur du silence triomphe pour l'instant, une chose est sûre, la dégradation des conditions de travail n'est pas le privilège de France Télécom.

CENSURE RACISTE. Sur RMC, le 9 juillet, Marine Le Pen justifie la demande de son parti d'interdire la venue de Diam's (qu'elle a dans le collimateur depuis que celle-ci lui a consacré une chanson) au festival du Château à Solliès-Pont (Var), où la chanteuse doit se produire le 15 juillet : « Diam's va venir chanter son horreur de la France [...] sans que le pouvoir politique ou judiciaire n'intervienne ». En réalité pour Marine Le Pen et le FN du Var, dirigé par l'ex-MNR Frédéric Boccaletti, il s'agit d'anticiper sur l'éventuelle interdiction « incompréhensible puisque dans le même temps, [le Préfet du Var] autorise la venue [...] de la vulgaire rappeuse Diam's » d'un apéritif saucisson-pinard organisé à Toulon, le 16 juillet. Le FN du Var appelle les « patriotes varois » à y participer et ainsi à s'opposer « à l'islamisation de notre pays ». Convergences avec les Identitaires ou volonté de ne pas leur laisser le terrain ? Toujours est-il que le FN reste bien le parti raciste qu'il a toujours été.

NO COMMENT
Ni les patrons de TPE ni les salariés ne veulent faire entrer les syndicats dans leurs entreprises.
ISABELLE VASSEUR DÉPUTÉE UMP,
LE FIGARO DU 9 JUILLET

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr